



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Ile de France Meudon

Service Financier et Comptable – Pôle achat

1 place Aristide Briand 92195 MEUDON

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Objet : Acquisition d'un gravimètre quantique absolu

CCAP N° 2025-03

Sommaire

ARTICLE 1 -	PREAMBULE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 2 -	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 -	FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE	3
ARTICLE 4 -	DUREE DU MARCHÉ	3
4.1	Durée globale du marché	3
4.2	Délai d'exécution des prestations.....	3
ARTICLE 5 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 6 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
6.1	Les intervenants du marché.....	4
6.2	Obligations du titulaire.....	4
7.3.1.	Obligations de conseil et d'information.....	4
7.3.2	Responsabilité du titulaire.....	4
7.3.3.	Confidentialité.....	4
7.3.4.	Obligations fiscales et sociales	5
6.3	Stockage, emballage, transport	5
6.4	Livraison, installation, mise en service	5
6.4.1	Livraison.....	Erreur ! Signet non défini.
6.4.2	Installation / Mise en service	Erreur ! Signet non défini.
6.5	Constatation de l'exécution des prestations et admission	5
6.5.1	Opérations de vérification et d'admission.....	5
6.5.2	Transfert de propriété.....	6
6.6	Garantie.....	6
	Voir l'article 9.1 du CCTP	6
6.7	Pénalités	6
6.7.1	Pénalités de retard.....	6
6.7.2	Pénalités pour non-respect du délai d'intervention de la garantie	6
ARTICLE 7 -	REGIME FINANCIER	6
7.1	Forme et contenu des prix	6
7.2	Avance	7
7.3	Echéancier de paiement	7
7.4	Formalisation des demandes de paiement	7
7.5	Modalités et délais de paiement	8
ARTICLE 8 -	DISPOSITIONS DIVERSES	9
8.1	Modalités des échanges entre les parties	9
8.2	Langue	9
8.3	Propriété intellectuelle	9
8.4	Assurances et responsabilités	9
8.5	Sous-traitance.....	10
8.6	Clause de réexamen	10
8.7	Modifications relatives au titulaire.....	11
8.7.1	Modifications mineures	11
8.7.2	Modifications majeures.....	11
8.8	Résiliation	12
8.9	Procédure en cas de litige.....	12
8.9.1	Règlement amiable	12
8.9.2	Procédure contentieuse	12
8.10	Dérogations.....	12

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Ce marché a pour objet l'achat d'un gravimètre dans le cadre du projet EQUIP-G : gravimètre quantique absolu commercial, robuste. Le principe de mesure du gravimètre quantique absolu reposera sur une mesure par interférométrie atomique.

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code NACRES	UG.15 - GEOPHYSIQUE : CAPTEURS (HORS OCEANOGRAPHIE)
Code CPV	35125100-7 CAPTEURS

Article 2 - FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE

Le marché est traité à prix global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations décrites dans les documents contractuels du marché.

Il est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché de fournitures soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de fournitures courantes (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 31 mars 2021

Article 3 - DUREE DU MARCHÉ

3.1 Durée globale du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Il restera en vigueur jusqu'à parfaite exécution par les parties de leurs obligations respectives. Le marché prend fin au terme de la période de garantie de l'équipement. La garantie débute à compter du lendemain de l'admission définitive de l'équipement.

3.2 Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution du marché public comprend la livraison, la mise en service ainsi que la formation à l'utilisation de l'équipement.

Les délais de livraison et d'installation sont ceux sur lesquels s'engage le titulaire dans son offre. Toutefois, l'équipement devra être livré au plus tard en octobre 2026.

Le non-respect des délais d'exécution peut donner lieu à l'application de pénalités de retard, conformément à l'article 7.8 du présent CCAP.

Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe financière (DPGF),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

- l'offre technique du titulaire,

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque contraire ou modifiant les dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Les intervenants du marché

Le titulaire du marché désigne nommément, dès la notification du marché, la ou les personne(s) responsable(s) de l'exécution de la prestation et de son suivi pendant toute la durée du marché.

De la même manière, le CNRS désigne la ou les personne(s) chargée(s) du suivi de l'exécution du marché.

En cas de changement de l'identité et/ou des coordonnées du ou des interlocuteurs, les parties s'engagent à s'en avvertir mutuellement et de transmettre l'identité et/ou les coordonnées du ou des remplaçant(s), dans les meilleurs délais.

5.2 Obligations du titulaire

7.3.1. Obligations de conseil et d'information

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CNRS.

Le titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CNRS sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CNRS.

7.3.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Le titulaire est soumis à une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.3.3. Confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par Le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par Le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3.4. Obligations fiscales et sociales

Le Titulaire est dans l'obligation de fournir au CNRS, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante : marches@dr5.cnrs.fr

5.3 Stockage, emballage, transport

Le stockage, l'emballage et le transport sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG/FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

5.4 Livraison, installation, mise en service

L'équipement sera livré à l'adresse suivante :

LNE
Bâtiment Maxwell
ZA de Trappes Elancourt
27 avenue Roger Hennequin
78197 Trappes Cedex

La mise en service sera effectuée par le titulaire qui fournira, dès la notification du marché, l'ensemble des spécifications de l'équipement nécessaires et indispensables à son installation.

5.5 Constatation de l'exécution des prestations et admission

5.5.1 Opérations de vérification et d'admission

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 28 du CCAG-FCS, excepté pour les points qui suivent.

Le gravimètre sera livré avec un bilan d'exactitude associé. L'unité procèdera à la vérification des performances présentées à l'article 4.1 du CCTP.

Les opérations de vérifications seront réalisées par l'unité dans un délai de 30 jours à compter de la réception du matériel.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision au terme des délais de vérification, les fournitures sont réputées reçues et conformes aux exigences du marché, sans qu'aucune formalité particulière ne soit nécessaire.

5.5.2 Transfert de propriété

Le transfert de propriété de l'équipement intervient après la réception et le complet règlement des prestations.

5.6 Garantie

Voir l'article 9 du CCTP

5.7 Pénalités

5.7.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, si le délai maximum de réalisation des prestations sur lequel le titulaire s'est engagé est dépassé, le CNRS se réserve la possibilité de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

5.7.2 Pénalités pour non-respect du délai d'intervention de la garantie

En cas de dépassement du délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer sans mise en demeure préalable, les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 200$$

→ P = le montant des pénalités ;

→ V = le montant HT des prestations d'extension de garantie ;

→ R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai.

Dans tous les cas, le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le montant des pénalités s'applique dès le 1^{er} euro.

Article 6 - REGIME FINANCIER

6.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire dont le détail figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (décomposition du prix global et forfaitaire).

Le prix est ferme pour toute la durée du marché.

Le prix est exprimé en euros. Au prix hors taxes ainsi déterminé s'applique la TVA au taux en vigueur au jour du règlement.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.4 du CCAG-FCS 2021, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaire.

6.2 Avance

Sauf mention contraire portée sur l'acte d'engagement par le titulaire, une avance de 20% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC) peut être versée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance est effectué en une seule fois dans les trente (30) jours suivant la notification du présent marché.

Le remboursement de l'avance se fera par précompte sur les sommes dues au Titulaire dès sa demande de paiement.

6.3 Echéancier de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG FCS 2021, la périodicité des acomptes est décrite dans le tableau ci-dessous.

Acomptes n°	Echéances	Délai maximum (en mois)	Montant de l'acompte
1	Réalisation enceinte à vide	T0*+ 4	25 %
2	Première mesure de gravité	T0 + 7	25 %
3	Livraison	T0 + 12	25 %
Solde	Tests sur site + formation	T0 + 13	25 %

*T0 = date de notification du marché

Le montant de chacun des acomptes est déterminé par le CNRS, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le Titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

6.4 Formalisation des demandes de paiement

Les stipulations du présent article sont conformes à l'article 11.8 du CCAG/FCS sur la facturation électronique.

Les factures sont établies et payées en "euros". Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail

Conformément à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures doivent être rédigées en langue française et comporter, a minima, les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation du CNRS avec son numéro SIRET n°18008901303720 ;
- la désignation du titulaire émetteur de la facture avec son numéro SIRET (à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD) ;
- le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le code service de l'entité facturée (UMR 8255) ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations réalisées ;
- la quantité et la dénomination précise des matériels livrés ou des prestations réalisées ;
- le montant total de la facture hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant et leur montant HT.

6.5 Modalités et délais de paiement

Le paiement s'effectue à la suite du dépôt de la facture du titulaire dans Chorus pro et après confirmation du service fait par le CNRS.

Les paiements des prestations réalisées sont réglés dans un délai global de paiement de trente (30) jours calendaires maximum à compter de la réception de la facture correspondante à la prestation réalisée par le titulaire.

La date de réception de la demande de paiement transmise sur le portail Chorus Pro par Le titulaire correspond :

- Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au CNRS du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Le délai de paiement peut être suspendu par le CNRS s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent document ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente (30) jours calendaires est ouvert.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB)/ IBAN original. Le titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB/IBAN original.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Ils courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont versés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

L'ordonnateur de la dépense est la Déléguée régionale de la délégation régionale Ile de France Meudon.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent comptable secondaire de la délégation régionale Ile de France Meudon.

Article 7 - DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Modalités des échanges entre les parties

Les échanges d'informations et les notifications des décisions entre le CNRS et le titulaire sont formulés par voie électronique et/ou par voie postale avec demande d'accusé de réception.

A compter de la notification, le CNRS et le titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ou sous un format spécifique indiqué dans le CCTP.

7.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Toutefois, la documentation technique peut être rédigée en anglais...

7.3 Propriété intellectuelle

Le titulaire concède à titre non exclusif, au CNRS le droit d'utiliser les résultats de mesure, en l'état ou modifiés de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et en France.

Cette concession des droits couvre les résultats de mesure, à compter de leur livraison, et sous condition résolutoire de la réception des prestations et dans la limite de la protection des droits d'auteurs. Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Le CNRS ne devient pas du fait du marché, titulaire des droits afférents aux résultats dont la propriété des inventions nées, mises au point, ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

7.4 Assurances et responsabilités

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du présent contrat.

Le titulaire s'engage à être bénéficiaire d'un tel contrat d'assurances pendant toute la durée de l'exécution du présent marché.

L'attestation d'assurance devra être remise dans les quinze (15) jours suivants la demande du CNRS.

7.5 Sous-traitance

La sous-traitance est interdite dans les marchés de fournitures.

Toutefois, Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines **prestations de services** de son marché dans le respect des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la Personne Responsable du Marché (PRM). L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

Les pièces suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance :

- Déclaration de sous-traitance (**formulaire DC4**, disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Déclaration de candidature relatif à la capacité économique, financière et technique du sous-traitant (**formulaire DC2**, disponible à l'adresse ci-dessus) ;
- Extrait Kbis de moins de 3 mois ou équivalent ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers ;
- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société

En cas de sous-traitance occulte, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques

7.6 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen aurait vocation à s'appliquer en cas de modification des conditions d'exécution initiales du marché. Ces modifications peuvent porter sur :

- Des évolutions technologiques et/ou normatives intervenant en cours d'exécution du marché et nécessitant une adaptation du marché ;
- La modification des références initiales du marché par des références conformes aux conditions et normes identiques au présent marché en cas de circonstances imprévisibles (difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, mesures réglementaires exceptionnelles affectant l'activité...)
- L'ajustement des délais contractuels
- l'ajout de prestations complémentaires non prévues initialement, dans la limite de l'objet du marché ;
- Une nouvelle organisation des prestations telle qu'une organisation qui favoriserait / renforcerait la bonne exécution des prestations ;
- La substitution d'une prestation permettant d'assurer la bonne exécution des prestations sans surcoût.

Les modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou le bouleversement économique du marché.

Toute modification doit respecter les spécifications fonctionnelles du CCTP et garantir une équivalence ou une amélioration technique par rapport aux prestations initiales.

En cas d'ajout, le matériel ou la prestation doit :

- être conforme à l'objet du marché ;

- analogue à un matériel ou une prestation (ou à une catégorie de matériel ou de prestation) figurant au marché, ou à défaut d'analogie, avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché ;
- nécessaire à la bonne exécution du marché.

Le matériel ou la prestation est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu'il permet de répondre à un besoin identifié par le CNRS. Le produit ou la prestation concerné (e) n'était pas commercialisé (e) au moment de la date limite de dépôt des offres du présent marché ou pas mentionné (e) dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

L'analogie du matériel ou de la prestation s'apprécie au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels répondent le matériel ou la prestation à intégrer, d'une part, et le matériel ou la prestation (ou la catégorie) figurant au marché et considéré comme analogue, d'autre part. Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du CNRS.

Si les modifications ont une incidence financière sur le montant du marché, le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix.

Il dispose à cet effet d'un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification de la décision du CNRS prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le CNRS donne lieu à l'établissement d'un avenant ou une simple décision transmise par courriel.

7.7 Modifications relatives au titulaire

Toute modification affectant le Titulaire est portée impérativement à la connaissance du CNRS par voie électronique.

Le Titulaire fournit dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouvel IBAN, etc.).

7.7.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- modification de l'adresse postale du Titulaire ;
- modification du SIRET du Titulaire ;
- modification des coordonnées bancaires ;
- modification de l'adresse électronique de contact du Titulaire. Cette information doit être transmise au CNRS au moins une (1) semaine avant la date de début d'utilisation demandée.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS dans les plus brefs délais. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation du marché par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

7.7.2 Modifications majeures

Le Titulaire doit informer le CNRS de tout projet de fusion ou d'absorption de son entreprise et de tout projet de cession du marché, dans les plus brefs délais, et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par le CNRS de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

Sont également considérées comme majeures toutes autres modifications affectant la possibilité du Titulaire d'exécuter le marché.

7.8 Résiliation

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

7.9 Procédure en cas de litige

7.9.1 Règlement amiable

L'acheteur et Le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et Le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

7.9.2 Procédure contentieuse

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **CERGY PONTOISE**.

7.10 Dérogations

Le présent CCAP prévaut sur toutes les dispositions du CCAG/FCS qui lui seraient contraires.